

Double prix du blé—Loi

● (2110)

Avant de terminer, j'aimerais signaler comment le gouvernement en établissant le système de double prix, en fixant un tel plafond, en faisant en sorte que les agriculteurs subventionnent les consommateurs, le gouvernement ne fait qu'activer un sentiment d'hostilité qui couve dans les Prairies à l'égard du gouvernement central. Un grand nombre de libéraux se demandent pourquoi ils n'ont pu conquérir l'Ouest. C'est là une des nombreuses raisons. Nous avons l'impression que le gouvernement fédéral ne peut nous comprendre et que s'il nous comprend, il se préoccupe assez peu de nous rendre justice. Car il n'y a pas seulement le système de double prix sur le blé, il y a le manque d'aide aux sinistrés de la sécheresse. L'autre jour, un agriculteur me disait ceci: «Le gouvernement fédéral nous donne 60 millions mais, par contre, il a donné à une seule entreprise, à la Chrysler, quelque 200 millions». Nous n'avons rien contre la Chrysler mais nous réclamons plus d'équité et de justice.

Il y a aussi le boycottage des ventes de grain à l'URSS. Qui va en souffrir? Le ministre des Transports devrait voir ce qui se passe aux États-Unis. Même Ronald Reagan a déclaré ceci: «Si vous m'élevez président, nous mettrons fin au boycottage des ventes de grain à l'Union soviétique.» Et l'une des raisons, c'est que le boycottage est inopérant. Il y a trois ou quatre semaines, le magazine *Time* affirmait que les Américains expédiaient maintenant à l'Union soviétique par des voies détournées, autant de grain qu'ils en acheminaient ouvertement depuis quelques années, que des grosses entreprises comme la Cargill et la Continental Grain ont recours à des tiers pays pour acheminer du grain à l'Union soviétique. On trouve d'autres moyens de lui en envoyer.

Ceux-là seuls qui en souffrent d'après moi ce sont les céréaliculteurs canadiens, étant donné que les sociétés céréalières vendent leur grain, que l'Union soviétique s'adresse à d'autres pays, comme l'Argentine, qui lui expédie déjà du grain, et accroît même ses demandes. Voilà pourquoi nos céréaliculteurs en subissent les conséquences, que le boycottage ne change rien à la situation en Afghanistan ni ne fait peur à M. Brejnev. Le seul résultat qu'il peut avoir, c'est de créer une certaine pénurie de bétail en Union soviétique et qu'en fin de compte, ceux qui en souffriront le plus ce seront les pauvres, non pas les dirigeants, et naturellement, les agriculteurs canadiens.

J'exhorte ce soir le gouvernement à songer aux céréaliculteurs, à mettre fin au boycottage et à commencer à expédier des céréales à l'Union soviétique parce que si nous ne le faisons pas, d'autres le feront.

Ce sont certains des aspects du bill qui me préoccupent. Des députés conservateurs ont déjà formulé certaines propositions à la Chambre et il est donc inutile de les répéter. Je tiens simplement à dire pour terminer que j'espère que le gouvernement changera sa politique quant au système de double prix du blé, qu'il établira le prix des céréales alimentaires, c'est-à-dire des céréales que nous achetons pour notre propre consommation, et je tiens à préciser que cela représente la moindre partie des céréales que nous produisons en fonction d'une formule fondée sur le prix de revient afin que les agriculteurs soient payés pour la moindre partie de leurs céréales en fonction des coûts de production. Cela voudrait dire que le prix des céréales serait indexé au coût de production, tout comme les salaires

des députés sont indexés, tout comme les salaires de bon nombre de travailleurs syndiqués sont indexés au coût de la vie et tout comme le prix de la plupart des denrées que nous achetons et dont le prix de gros et de détail augmente est indexé. Nous devrions faire la même chose pour les agriculteurs que pour les autres Canadiens. Faisons-le donc et les agriculteurs canadiens seront beaucoup plus heureux et beaucoup plus productifs et ils produiront beaucoup plus d'aliments pour les Canadiens et pour les habitants du reste du monde, qui en ont de plus en plus besoin.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de voir que le ministre des Transports (M. Pepin) qui est chargé de la Commission canadienne du blé, est à la Chambre pour assister au débat. Il a entendu des interventions sur le bill à plusieurs autres occasions et je suis certain qu'il conviendra que ce débat est extrêmement important. Pourtant, jusqu'ici, il est resté étrangement silencieux pendant le débat. Sans doute écoute-t-il tous les conseils qui ont été donnés pendant les discussions sur le bill et se rend-il de plus en plus compte que les céréaliculteurs des Prairies se trouvent dans une situation critique. Nous espérons qu'il finira par prendre la parole pour répondre de façon positive à bon nombre des propositions valables qui ont été avancées pendant le débat.

Non seulement le ministre a suivi attentivement le débat, mais aussi il a fait un pèlerinage au Manitoba cette semaine. Nous avons été témoins d'une invasion libérale au Manitoba pendant la fin de semaine et, comme j'ai eu l'occasion de monter à bord du même avion vendredi matin que certains de mes collègues ministériels, j'en ai profité pour leur signaler qu'en plus de souffrir de la sécheresse dans les Prairies, nous devions maintenant endurer une invasion de sauterelles. Les sauterelles dévorent tout ce qui se trouve sur leur chemin. Après cette entrée en matière des quelques observations que je veux faire sur cette question importante, j'espère ce soir être capable faire comprendre au ministre responsable et au gouvernement l'urgence sans cesse croissante de l'étau coûts-prix où sont coincés les céréaliers des Prairies.

Malheureusement, ce n'est pas la première fois que le gouvernement libéral adopte cette attitude que représente le projet de loi qui a d'abord été présenté en 1974 et qui est présenté de nouveau à la Chambre. En fait, si je siége ici comme député au Parlement, c'est à cause de la même attitude du gouvernement libéral—et plusieurs se sont succédé au cours des années—devant la position des producteurs des Prairies sur les prix au cours des années 1940 et 1950.

Durant la guerre, les producteurs des Prairies, par esprit de patriotisme, ont accepté un prix dans le cadre de l'entente britannique sur le blé qui permettait de subventionner les consommateurs, les habitants du Royaume-Uni qui avaient le plus à souffrir de la Seconde Guerre mondiale. Les agriculteurs des Prairies, qui sont des Canadiens remarquables, ont toujours produit des denrées alimentaires pour le marché mondial à un prix qui, la plupart du temps, était inférieur au coût de production. Ces agriculteurs ont accepté un prix spécial dans le cadre de l'entente britannique sur le blé, et n'ont jamais pensé qu'après la guerre, c'est eux qui devraient porter tout le poids de ces subventions.